



LE BULLETIN ÉLECTORAL ASSOCIÉ AU TRANSPORT COLLECTIF PRÉSENTE DES NOTES CONTRASTÉES

DES MILLIONS DE CANADIENS COMPTENT CHAQUE JOUR SUR LE TRANSPORT COLLECTIF.

Les véhicules du transport collectif transportent ces gens vers le travail et l'école. Pour un grand nombre d'aînés et de personnes handicapées, le transport collectif est essentiel à la vie quotidienne. Le transport collectif rend nos villes plus agréables à habiter en les rendant moins congestionnées et en facilitant l'atteinte des objectifs climatiques.

L'Association canadienne du transport urbain accueille favorablement le consensus de tous les partis selon lequel nous devons bâtir davantage d'infrastructures de transport collectif. L'ACTU accueille également le consensus à l'égard de l'importance du transport collectif rural et du projet de train à grande fréquence de Via Rail. Il existe une tradition multipartisane d'investissement dans le transport collectif et l'ACTU est ravie de constater que cette dernière est maintenue dans les programmes des partis pendant cette élection.

Investir dans les nouvelles infrastructures de transport collectif	Pondération	Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc	Parti Vert
Engagement envers le fonds permanent pour le transport collectif	15		-			
Soutien des grands projets d'immobilisations déjà annoncés	7					
Financement servant à électrifier les parcs de véhicules du transport collectif	4					
Financement servant à appuyer les solutions de transport collectif rural	2					
Financement servant à soutenir le transport actif	2					
Engagement envers le projet de train à grande fréquence entre Québec et Torontot	2					
Profil de financement général	-	\$14.9B	\$5.9B	\$20.9B*	-	-
Note attribuée au parti	-	A-	C	A+	B+**	B+***

Ces chiffres reposent sur l'actuel plan d'immobilisations du gouvernement fédéral, tel qu'il est présenté dans le budget de 2021, qui comprend 14,9 milliards de dollars échelonnés sur les huit prochaines années. Cela comprend 5,9 milliards de dollars échelonnés sur les cinq prochaines années, qui s'ajoutent au financement des immobilisations du transport collectif prévu dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada et les trois premières années du fonds permanent pour le transport collectif qui devrait être affecté en 2026.

* Ce chiffre est approximatif. Dans son programme, le NPD s'engage à doubler le Fonds pour le développement des collectivités. Bien que ce fonds puisse être utilisé pour des infrastructures de toutes sortes, des eaux usées aux routes, le transport collectif a toujours reçu la plus grande part du financement. L'ACTU a affecté la moitié des montants de la plateforme fiscale du NPD au transport collectif ici, tout en reconnaissant que le montant exact pourrait être beaucoup plus élevé ou moins élevé.

** Le Bloc appuie le financement du transport collectif, mais son mécanisme privilégié passe par un transfert inconditionnel au gouvernement du Québec. Bien qu'il ne soit pas nécessaire que ces fonds soient investis dans le transport collectif, le Québec a toujours investi dans le transport collectif, et son plan climatique contient des engagements précis concernant la péréquation des dépenses en transport entre le transport collectif et les routes, ainsi que l'électrification du parc de véhicules.

*** Le Parti vert n'a pas présenté de programme chiffré.

L'ACTU est également déçue qu'aucun programme de parti reconnu ne soutienne la prolongation du soutien opérationnel. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux de toute allégeance politique ont reconnu le rôle essentiel du transport collectif en prévoyant un montant de soutien opérationnel de 4,6 milliards de dollars dans l'accord sur la relance sécuritaire de l'an dernier. Les réseaux de transport collectif et leurs usagers sont reconnaissants. Mais les fonds s'épuisent, et à moins qu'ils soient reconduits, des réductions de service sont probables.

Les réductions nuiraient particulièrement aux travailleurs et aux étudiants habitant trop loin du travail ou du campus qui marcher ou utiliser le vélo, mais dont le revenu est trop faible pour utiliser une voiture. Elles rendraient la vie quotidienne plus difficile pour de nombreux aînés et de nombreuses personnes handicapées. À mesure que les gens abandonneront le transport collectif pour se tourner vers la voiture, nos villes deviendront plus congestionnées et les objectifs climatiques deviendront plus difficiles à atteindre.

Maintien du transport collectif grâce à un soutien opérationnel continu	Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc	Parti vert
Note attribuée au parti	D	F	D	C-	A+

Libéraux: Bien que la plateforme Libéral ne s'engage pas à offrir un prolongement du soutien opérationnel, la réponse du parti à un questionnaire de l'ACTU ouvre légèrement la porte. Elle engage le gouvernement Libéral à "continuer de travailler avec les provinces, les territoires, les municipalités et les autorités responsables du transport collectif afin de s'assurer que les services essentiels, comme le transport collectif, puissent continuer de fonctionner pendant la pandémie." Et le parti "reconnaît les circonstances où un soutien fédéral dans les champs de compétences provinciales et territoriales peut être nécessaire".

Conservateurs: La plateforme du parti Conservateur ne s'engage pas à offrir un prolongement du soutien opérationnel. On note aussi qu'ils n'ont pas répondu au questionnaire de l'ACTU.

NPD: Bien que la plateforme du NPD ne s'engage pas à offrir un prolongement du soutien opérationnel, le NPD a promis qu'il collaborerait avec les municipalités qui le souhaitent pour offrir des services gratuits de transport collectif. Ceci impliquerait un rôle du gouvernement fédéral dans la prestation d'un soutien opérationnel.

Bloc Québécois: Bien que la plateforme du Bloc Québécois ne s'engage pas à offrir un prolongement du soutien opérationnel, le Bloc a exprimé son soutien dans sa réponse à un questionnaire de l'ACTU.

Il est possible de consulter les réponses intégrales au questionnaire de l'ACTU à : <https://cutaactu.ca/election2021/?lang=fr>. Veuillez noter que les réponses sont complètes et ne sont pas modifiées.

NOUS AVONS BESOIN DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT COLLECTIF – ET NOUS DEVONS MAINTENIR LE TRANSPORT COLLECTIF ACTUEL

Les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont fait d'importants progrès dans la construction des infrastructures du transport collectif, d'abord au moyen du Fonds de la taxe sur l'essence, puis du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, et maintenant du fonds permanent pour le transport collectif. Le gouvernement libéral, avec l'appui du Bloc Québécois et du NPD, promet d'offrir une aide significative aux réseaux de transport collectif pour électrifier leurs parcs de véhicules.

Mais le fait de construire de nouvelles lignes sans prévoir les moyens de maintenir les services déjà offerts ou d'en offrir de nouveaux n'est que la moitié de l'histoire. Le fait d'aider les réseaux à acheter des autobus électriques qu'ils n'ont pas les moyens d'exploiter ne contribuera pas à atteindre les objectifs climatiques. Personne ne construit une maison sans prévoir les moyens de la chauffer ou d'actionner les robinets, et le transport collectif n'est pas différent.

La COVID19 nous a amenés à repenser l'économie du transport collectif. Avant la pandémie, 51 % du coût d'exploitation du transport collectif provenaient de la boîte de perception. L'achalandage est inférieur à la moitié des niveaux prévalant avant l'arrivée de la COVID; pour chaque baisse de 10 %, les réseaux de transport collectif perdent 470 millions de dollars par année. À moins que ces revenus soient remplacés, les réductions de service risquent de rendre nos villes plus congestionnées et moins équitables, et de rendre les objectifs climatiques plus difficiles à atteindre.

La grande priorité du transport collectif est la prolongation du soutien opérationnel pour permettre que les autobus et les trains continuent de circuler, dans l'intérêt des millions de Canadiens qui les utilisent chaque jour. L'ACTU collaborera avec tous les partis, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, pour prolonger le soutien opérationnel requis.